

MOTION 1 PRESENTEE PAR LES ELUS ENSEIGNANTS et LES PARENTS D'ELEVES

Nous, membres élus en tant que représentants des enseignants, et parents d'élèves souhaitons par cette motion signifier au conseil d'administration notre indignation face à la nette baisse de moyens prévue pour la rentrée 2020 (39,4 heures en moins sur la dotation horaire globale).

Cette situation résulte d'une volonté comptable, afin de réduire le budget de l'éducation, en lien avec la politique de casse du service public. Cette baisse de moyens est totalement déconnectée des réalités sociales de notre pays et des ambitions que nous avons pour nos élèves et nos enfants. Les conséquences d'une telle politique de l'éducation sont déjà visibles : effectifs par classe en hausse depuis de nombreuses années, nombre toujours plus important d'enseignants affectés sur 2 voire 3 établissements, difficultés toujours plus importantes pour assurer les remplacements dans certaines matières... Ces conséquences se répercutent directement sur la qualité de l'enseignement proposé aux élèves, mettant en péril la réussite des élèves, et en particulier celle des élèves en difficultés.

Le seuil d'ouverture d'une classe fixé à 30 élèves, motivé par une logique comptable, est dévastateur pour la pédagogie menée dans les classes. Comment faire réussir les élèves, alors que nous avons, de fait moins de temps individuel à leur accorder ? De plus, alors que l'inclusion des élèves à besoin particulier nous semble essentielle, les conditions de cette inclusion, impactées elles aussi par la baisse de moyens ne sont pas satisfaisantes et creusent les inégalités. Nous, professeurs et parents, connaissons l'impact d'une baisse de moyen sur la qualité de l'enseignement dispensé à chacun et refusons que la réussite des élèves, et de tous les élèves, soit sacrifiée.

Concrètement, concernant notre établissement, les moyens prévus sont ceux correspondant à 26 classes alors que le collège en accueille 27 cette année.

Nous ne pouvons nous résoudre à accepter la hausse des effectifs que cela entraînerait pour les classes de 6^e (passage de 26 élèves à 29 élèves par classe). Des effectifs à 29 élèves par classe ne nous permettent pas de proposer un enseignement de qualité aux élèves et nous empêchent de disposer du temps nécessaire en classe pour aider les élèves en difficultés. Nous demandons donc qu'une dotation plus conséquente soit allouée au collège. En évaluant nos besoins, comme nous y sommes invités en conseil pédagogique, une DHG de 802 heures, avec un rapport HSA/HP équivalent à celui de l'année en cours, nous

permettrait de maintenir la septième classe de sixième, tout en poursuivant nos projets pédagogiques.

Sans cette dotation supplémentaire, nous serons contraints à effectuer des choix pour supprimer certains modes de fonctionnement et dispositifs pédagogiques qui permettent la réussite des élèves (dispositif « dys » à effectifs réduits en 6^e, 5^e et 4^e, accompagnement personnalisé en demi-classe, devoirs surveillés en 4^e et 3^e, projets orientation en 5^e, 4^e et 3^e, groupes en effectifs réduits dans les disciplines expérimentales, et les langues vivantes, dispositif d'aide de préparation au brevet, dispositifs d'approfondissement pour les élèves poursuivant en 2nde générale, heures de soutien pour les élèves à besoins particuliers...).

Ces choix se font évidemment au détriment des élèves, et notamment de nos élèves les plus fragiles, ceux à qui profitent le plus ces dispositifs et qui seront, de plus, les premiers à souffrir d'une hausse d'effectifs en classe. Cela nous semble complètement contradictoire, puisqu'il nous est demandé de poursuivre nos efforts pour la réussite des élèves issus des CSP défavorisées.

La baisse de l'enveloppe globale va aussi entraîner une suppression de poste et une augmentation des temps partagés. Alors que, dans un climat social tendu, notre hiérarchie nous assure qu'elle est préoccupée par les conditions de travail des enseignants, alors que l'attractivité du métier ne cesse de diminuer, nous nous en étonnons. Nous sommes très inquiets pour l'avenir de la profession.

Nous nous élevons également devant le nombre d'heures supplémentaires dans la DHG, nombre toujours plus important. En effet, le rapport HSA/HP, qui augmente cette année (0,08 en 2019 contre 0,09 en 2020), obligera des personnels à augmenter leur complément de service, et des équipes à travailler dans des conditions dégradées. Nous souhaitons donc une transformation d'une dizaine de ces heures supplémentaires en heures poste.

Pour ces raisons, nous dénonçons donc l'insuffisance du volume de la DHG tel qu'il est attribué et sa répartition HSA/HP et demandons une nouvelle dotation.

Nous ne remettons nullement en cause le travail de répartition réalisé dans une enveloppe trop faible. Mais nous considérons que la baisse de moyens prévue va à l'encontre du travail effectué par les enseignants du collège Truffaut et ne nous permet pas d'offrir de bonnes conditions d'enseignement aux élèves.

C'est pourquoi nous voterons contre la répartition de la DHG allouée à l'établissement pour préparer la prochaine rentrée et demandons des moyens pour permettre de maintenir des conditions d'apprentissage permettant d'assurer la réussite de tous les élèves.

CA DU MARDI 13/02/2020
MOTION 2 PRESENTEE PAR LES ELUS ENSEIGNANTS

Nous, élus en tant que représentants des enseignants au conseil d'administration du collège François Truffaut (Rive de Gier), souhaitons par cette motion signifier notre soutien aux enseignants du Lycée Beauregard (Montbrison).

Suite à une action symbolique inscrite dans le cadre du mouvement national d'opposition à la Réforme du baccalauréat, 13 collègues du lycée Beauregard de Montbrison, ont été sous le coup de mesures judiciaires et sont toujours sous le coup de mesures disciplinaires, la plainte déposée par la cheffe d'établissement ayant été depuis classée sans suite.

Nous, enseignants, collègues et citoyens, dénonçons la disproportion de cette décision, demandons l'annulation de cette procédure disciplinaire, et apportons notre soutien aux treize professeurs.

Nous souhaitons aussi, par cette motion signifier au conseil d'administration nos inquiétudes quant à la stigmatisation des enseignants mobilisés et alerterons le ministre sur cette question, par le biais d'un courrier que nous joignons au compte rendu.

Monsieur le Ministre,

Lors de votre intervention de dimanche 19 janvier sur France Inter, vous avez tenu des propos déplacés et graves à l'encontre des enseignants grévistes et de toutes les personnes mobilisées.

Vous avez parlé de « personnes radicalisées dans la violence, dans des actions de type anti-démocratique ». Vous avez employé les termes d'« ennemis de la démocratie, ennemis de la République » à propos de l'incursion au siège de la CFDT et de la tentative de manifestation aux Bouffes du Nord mais aussi de « minorité radicale » à propos des blocages d'E3C et des jets de manuels.

Nous, personnes mobilisées contre cette réforme des retraites, contre la réforme du Bac, contre la tenue des E3C, sommes des professeurs, des fonctionnaires de l'Etat. Nous portons au quotidien les valeurs de la République auprès des futurs citoyens de ce pays. Beaucoup parlent de notre profession comme d'un sacerdoce. Les principes de démocratie, la liberté, l'égalité, la fraternité, la solidarité, la laïcité sont au centre de nos vies professionnelles et personnelles. Nous traiter d'ennemis de la démocratie et de la République revient à mépriser notre engagement auprès des élèves et mépriser notre place dans la société.

Les mobilisations de fonctionnaires sont les plus sages, vous le savez. Vous appuyez sciemment dessus en nous qualifiant de « radicalisés » et de séditions. Nous avons à cœur d'être compris et entendus de l'opinion publique, de rester dans la légalité, le respect de notre fonction et de l'Etat et à ce titre, nous ne dépassons jamais les limites. Chacune de nos actions donne lieu à de très longs échanges entre nous, tous motivés par notre volonté de rester dans le cadre de notre fonction, sans jamais froisser l'opinion publique. En nous accusant du contraire, vous jouez sur notre corde sensible.

En quoi jeter de vieux manuels sur le sol est-il anti-démocratique ? En quoi occuper un rectorat est-il anti-démocratique ? En quoi questionner la pertinence d'une réforme pour l'avenir de la nation est-il anti-démocratique ? Vous faites appel à la culture et à l'Histoire pour discréditer nos actions mais l'Histoire et la culture sont jalonnées de ces actions au nom de la démocratie et au nom de la République.

Parle-t-on de radicalisés quand des agriculteurs déversent des récoltes ou du purin ? Parle-t-on d'ennemis de la démocratie quand des taxis, des routiers font des opérations escargots ? Parlait-on d'ennemis de la République lorsque les bonnets rouges brûlaient des pneus sur les autoroutes ?

A ce titre, nous souhaitons revenir sur les actions de jets de manuels qui ont fait grand bruit. Non, lancer des livres n'est pas « une négation de la dignité du métier ». Non, lancer des manuels ne fait pas de nous des totalitaristes puisque c'est ce que vous sous-entendez. Ces manuels sont obsolètes, issus de programmes révolus. Leurs contenus pédagogiques et scientifiques sont inexploitablement dans de nombreuses disciplines. Parfois à cause de vos réformes. Aucun roman n'a atterri sur le sol, aucun auteur n'a été souillé, aucune idée, aucune pensée n'a été détruite. Ces manuels ne manqueront à personne, ils ne nous empêcheront pas de continuer à faire notre travail.

Nous accuser de jeter et piétiner le savoir et la culture, c'est faire semblant d'ignorer nos luttes quotidiennes pour obtenir des budgets d'achats, organiser des sorties, permettre à nos élèves d'élargir leur horizon. Combien sommes-nous à partager nos ouvrages personnels avec nos élèves, à acheter des livres sur nos deniers personnels pour eux, à les prêter, à les donner ?

Nos mobilisations sont invisibilisées depuis des années. Ainsi, les actions symboliques sont devenues notre seule option. Vous vous adressez à des personnes conscientes, formées,

cultivées, pour qui la déontologie a un sens. Nous ne cassons rien, nous ne violentons personne, nous nous rendons visibles. Nous sommes issus d'un parcours universitaire et de formation qui nous oblige à un comportement sinon exemplaire, du moins éthique et responsable.

Vous parlez également d'« effet de loupe » sur une « minorité radicale ». Vous affirmez que le soutien aux réformes est majoritaire et que ceux qui s'y opposent « cultivent le conservatisme, l'immobilisme et les inégalités ». Ces affirmations sont la preuve de votre incapacité à écouter ce que vous disent les enseignants depuis deux ans.

En effet, notre quotidien n'est fait que de recherches éternelles de solutions pour le progrès de nos élèves. Mise en place de PAP, de PAI, de PPRE, de tutorat, de suivi individualisé, de pédagogie différenciée, chaque jour est un recommencement afin de réduire les inégalités. Et pourtant ! Chaque enquête PISA souligne que l'école française est une machine à broyer. Nous sommes les mauvais élèves de l'Europe. Nous sommes fragiles en langue et nuls en mathématiques. Nous sommes apparemment incapables d'aider nos élèves, mais nous sommes aussi les plus mal payés, ceux qui travaillent le plus par semaine et les moins considérés.

Vous attendez de nous des miracles mais vous nous traitez comme des bénévoles. Vous exigez des résultats mais sans aucun moyen alloué à nos missions. Les DHG tombent les unes après les autres, et toutes se ressemblent. Moins d'heures, moins de moyens, moins de postes. Plus de missions, plus d'élèves, plus de contraintes. Idem pour les E3C. Vous attendez de nous la tenue d'épreuves nationales avec une organisation locale sans concertation ni organisation.

Vous vous vantez de porter « le calme des vieilles troupes » face à nous, émeutiers. Pourtant, c'est nous qui sommes bien calmes face à la violence de votre mépris et à votre manque d'écoute. Quant à nos vieilles troupes à nous, les vraies qui sont sur le terrain, nous les perdons sous le poids du métier. Nous pensons à Christine Renon, à Jean Willot et à tous ceux qui nous ont quittés à cause de leur travail. Nous exerçons un métier qui pèse sur notre santé, sur notre moral, sur notre vie privée. Dès le début de notre carrière, notre motivation et notre engagement sont mis à rude épreuve. Les chiffres des démissions et ceux des inscrits aux concours soulignent cette tendance au désespoir et à l'abandon du plus beau métier du monde.

Nous faisons tout ce que nous pouvons.

A vous d'écouter, à vous d'entendre, à vous d'agir

POUR l'avenir de l'Education Nationale

POUR l'avenir de nos élèves

POUR l'avenir de notre République.